

Accords fiscaux—Loi

Les libéraux se sont opposés au projet de loi à l'étape de la deuxième lecture, à celle du comité et à celle du rapport; nous nous y opposons encore à l'étape de la troisième lecture. Nous avons proposé une motion de reporté à six mois, ce qui est une façon d'essayer de retarder sa mise en application.

Le député conservateur qui vient de poser une question a dit que le projet de loi était débattu depuis 13 jours et que cela devrait suffire par conséquent. Nous savons tous qu'avec un Parlement comme celui-ci, où le gouvernement a 211 députés et l'opposition seulement 70, nous ne pouvons pas remporter de vote mais nous pouvons, grâce aux débats de la Chambre, porter certains sujets à l'attention du public afin que celui-ci se fasse une opinion sur ces questions.

Je dois dire que vu le nombre de problèmes qui se posent à notre pays, et sachant que le gouvernement en crée encore d'autres qui n'existaient même pas auparavant, il est quelquefois difficile de sensibiliser le public, et c'est pourquoi nous devons poursuivre ce débat. Nous devons le poursuivre afin que les Canadiens sachent ce qui se passe dans le domaine de l'enseignement et de la santé. Nous savons que le gouvernement ne respecte pas le Parlement. Il aimerait autant qu'il n'y ait absolument aucun débat sur ces questions et qu'on ferme la boutique. Toutefois, les députés gouvernementaux respectent les sondages d'opinion.

Je n'ai pas peur de dire très clairement à la Chambre que je ne m'attends pas à convaincre les députés gouvernementaux par ce débat, mais que j'espère que grâce à ce débat, mes collègues et d'autres députés de l'opposition sensibiliseront le public et l'amèneront à réagir en écrivant, en téléphonant et en répondant aux nombreux sondages qui se pratiquent actuellement. Le premier ministre (M. Mulroney) et le Cabinet finiront ainsi par se décider à nous écouter.

Quand le gouvernement a présenté ce projet de loi, les députés gouvernementaux ont pris la parole. Ils ont dit qu'il était nécessaire pour contrer notre dramatique déficit. Il est évident qu'il faut lutter contre ce déficit, mais cette intervention ne devrait absolument pas se faire au détriment de notre régime de santé et de notre enseignement. Le déficit est devenu un problème sérieux bien des années après que nous ayons mis en place nos programmes d'aide à l'enseignement postsecondaire et à la santé.

● (2130)

Nous avons eu, pendant des années, des programmes visant à aider les provinces à financer les hôpitaux et l'enseignement postsecondaire sans que cela n'entraîne de déficit. Les programmes auxquels s'attaque le projet de loi C-96 ne sont pas responsables du déficit. Par dessus le marché, au cours de la campagne électorale, le premier ministre et le parti conservateur ont déclaré que les programmes sociaux étaient sacrés et qu'ils ne s'y attaquaient jamais. Mais que font-ils?

Pendant qu'ils font des coupes dans les budgets de l'éducation et de la santé, ils accordent une exemption de \$500,000 sur les gains en capital à leurs amis, les gros investisseurs. Pour être sûr d'entrer dans la postérité, le premier ministre se fait suivre partout au Canada par un *Hercules* équipé de caméras qui le photographient et le filment. Cela coûte \$40,000 à chaque fois. C'est nouveau. C'est une dépense supplémentaire.

Au cours du week-end, les journaux nous ont parlé des hausses de salaire du personnel des ministres à la suite de la Loi sur la liberté de l'information. Selon les chiffres communiqués par le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret), le coût total du personnel des ministres s'élève à 42.9 millions pour l'exercice 1985-1986. Cela représente une hausse de 17 p. 100 par rapport à 1983-1984. L'année dernière, les conservateurs ont dépensé 53 p. 100 de plus pour leur personnel politique que les libéraux ne l'avaient fait au cours de leur dernière année au pouvoir. Le même genre de chose se répète à tous les niveaux. Pendant que les conservateurs sabrent dans l'éducation et la santé, les bureaux des ministres prennent de l'expansion. Au lieu d'adjoints administratifs, ils ont des chefs de cabinet qui gagnent \$70,000 par année. Des bureaux s'ouvrent aussi à Vancouver, à Montréal et dans d'autres villes pour que les ministres puissent s'y détendre et faire leurs appels téléphoniques. Cela ne s'est jamais fait auparavant. Je crois savoir que le gouvernement est sur le point de louer des bureaux dans un immeuble de Montréal où les loyers sont parmi les plus chers. Il n'y a, à Montréal, la deuxième plus grande ville du pays, qu'un seul ministre qui ne fait pas beaucoup sentir sa présence. Le gouvernement y ouvre un grand bureau comme celui de Vancouver pour que les autres ministres conservateurs puissent aller à Montréal s'occuper ainsi de leurs affaires. Ce n'a pas été nécessaire par le passé, ni sous l'ancien gouvernement libéral ni sous l'ancien gouvernement conservateur du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark).

Nous avons eu l'indemnisation de 1 milliard accordée aux déposants des banques et les 56 millions qu'ont coûté les nouveaux uniformes des membres des Forces canadiennes. En même temps qu'il fait toutes ces dépenses, le gouvernement réduit le taux d'accroissement des contributions en matière d'enseignement et de santé.

Il est évident qu'il faut régler la question du déficit, comme je le disais. Le gouvernement ne le réduira pas par cette méthode négative de compressions dans les services de santé et d'enseignement. Il faut une économie croissante et vigoureuse pour réduire le déficit. Un système d'enseignement postsecondaire dynamique est essentiel à cette fin. La force de l'économie réside dans la capacité de nos citoyens de surmonter les difficultés de l'ère technologique, d'assurer la recherche et le développement, de créer de nouveaux produits, et de surmonter les problèmes d'entreprise de façon nouvelle et dynamique.

L'enseignement est essentiel à une économie productive et croissante, la seule qui puisse apporter au Trésor l'argent dont il a besoin et réduire le déficit, sans augmenter les impôts ni supprimer des programmes. Il se peut qu'il faille supprimer certains programmes, mais certainement pas l'enseignement et la santé. En réalité, ce faisant, le gouvernement ne réduit même pas le déficit. Ce qu'il fait, en réduisant les paiements de transfert dans ces deux domaines, c'est reporter le déficit sur les provinces. Tout le monde sait que l'enseignement doit être maintenu à un certain niveau si l'on veut pouvoir continuer à concurrencer les États-Unis, l'Europe occidentale ou le Japon, par conséquent, quelqu'un devra fournir l'argent que ne donnera plus le fédéral, et ce seront les provinces. Malheureusement, ce sera presque impossible pour les provinces maritimes,